

## Le syndicalisme au tournant

Jean Barrué

---

Paru dans *La Révolution prolétarienne* n° 239 du 25 janvier 1937 .

---

Malaise chez les militants syndicalistes. Lisez des bulletins syndicaux, entretenez-vous avec des camarades, échangez quelques lettres et vous constaterez le commencement d'une immense déception. « Le Front populaire endort la classe ouvrière » ; « il ne faut plus compter sur la formation dite du Rassemblement populaire » .

Un mouvement syndicaliste conscient des intérêts immédiats et lointains de ses mandants aurait dû avoir un souci : maintenir et étendre les avantages obtenus en conservant les armes qu'il s'était forgées dans le passé et dans le présent immédiat : la grève et l'occupation des usines. Il fondait un droit ouvrier nouveau ; il l'imposait à un parlement timoré ; il s'affirmait l'élément progressif du Front populaire. Et quel eût été le parti politique assez fou pour entrer en lutte avec la force audacieuse qui venait de surgir ? Le débat qui s'instituait – non plus académiquement, non plus sur les gradins d'un parlement dépassé, mais dans la rue, dans l'usine – c'était celui de la primauté du syndicalisme, c'était celui de la supériorité de l'action directe sur les marchandages de la politique, c'était celui de la soumission de l'Etat traditionnel des citoyens à la coalition des producteurs. Le conflit a tourné court ; de toutes façons, il n'y avait que deux solutions possibles : ou le Front populaire électoral plierait, ou le mouvement syndical battrait en retraite. Inutile de longuement épiloguer : personne ne niera que la seconde solution a prévalu sans bataille effective.

Du côté politique on a assisté à la défensive du radicalisme suivie très rapidement d'une offensive de grand style : l'équivoque sur laquelle reposait le front populaire, cette union paradoxale de la classe ouvrière et de la bourgeoisie dite de gauche, se sont manifestées comme le plus sûr moyen de chantage. Et le Parti communiste, pour des raisons qu'il est inutile de rappeler ici, s'est tu ou a été complice jusqu'à reconnaître dans la *Vie ouvrière* l'illégalité des occupations d'usines « *en droit intégral* » ! Je ne parle pas du Parti socialiste dont le silence est de règle et qui joue dans le front populaire le rôle peu reluisant de poire : Blum a beau dire que le gouvernement qu'il préside n'est pas, ne peut pas être socialiste, le Parti socialiste se refuse à avoir sur les problèmes actuels une position propre, antigouvernementale au besoin ; le bénéfice de telles attitudes semble réservé aux ailes radicales et communiste pour des fins de chantage...

Et du côté syndicaliste on a encaissé sans officiellement réagir. Je sais bien qu'on exhume de nouveau le plan de la C.G.T., qu'on tient des propos où il est question d'indépendance et de revendications pressantes. Mais dans la pratique on accepte l'arbitrage obligatoire, on cède sur les occupations d'usines, on met parfois l'état-major syndical au service de l'Etat sous prétexte de paix sociale. La C.G.T. arrive dans des cas extrêmes à canaliser des grèves, à freiner des mécontentements légitimes. Verra-t-on un jour la C.G.T. s'insurger contre des grèves « sauvages » et rejoindre sur ce terrain l'attitude de l'American Federation of Labor ? Souhaitons que non, bien que, sur la voie de l'intégration dans l'Etat, les glissades soient rapides. Le jour où Thorez, professeur de néo-syndicalisme, distinguait « *ce qui est possible* » de ce qui ne l'est pas et enseignait l'art de « *finir une grève* », il définissait les principes détestables d'un syndicalisme subordonné à la raison d'Etat, rouage indispensable d'une bonne démocratie où l'on évite les heurts sociaux et où l'on recherche, comme dit Blum, « *la collaboration entre toutes les classes* ».

Ce danger réel de domestication au profit de l'Etat est le fruit d'un investissement par l'extérieur. La C.G.T. jusqu'ici n'a pas su se dégager suffisamment du front populaire pour revendiquer et occuper – en dépit des criaileries et de la légalité – la place prépondérante qui lui revient : elle risque de payer cher son impuissance et son hésitation. Mais il est un autre péril non moins grave qui menace l'indépendance de notre mouvement syndical : c'est la conquête par l'intérieur. On neutralise en effet aussi bien un groupement en occupant les postes dirigeants qu'en le rendant docile à une volonté extérieure. Je m'excuse sur l'emploi de ce mot : dirigeant. Un mouvement syndical ne devrait pas connaître de dirigeants. La volonté des adhérents peut, à chaque instant, révoquer les mandataires. Encore faut-il que les adhérents n'aient pas contracté la déplorable habitude de s'en remettre à ces mandataires sans contrôle et à perpétuité. Inutile de nier que trop souvent un syndicat est « la chose »

de quelques-uns. Il apparaît à pas mal de syndiqués que le camarade secrétaire a pour mission d'agir et de penser pour eux. Détestable influence de l'esprit politique dans le domaine syndical. Pitoyable prépondérance chez le syndiqué de la mentalité du citoyen sur la mentalité du producteur... Le Parti radical n'a jamais tenté sérieusement de « noyauter » le syndicalisme. Mais le communisme dégénéré, style 1936, a conservé de son passé ce qu'il y avait de plus intolérable : le goût de subordonner, le sadisme de diriger. Inutile de longs commentaires à ce sujet. La fondation de l'hebdomadaire *Syndicats* suffit à montrer la réalité du danger. Après les belles tirades sur l'unité, après les embrassades théâtrales, le travail sournois de conquête. Les succès communistes dans ce domaine sont dus à deux raisons essentielles : l'inertie des vieux cadres syndicaux opposant à de jeunes énergies un esprit désabusé et un goût profond pour la tranquillité, et l'afflux d'adhérents nouveaux sans passé syndicaliste et facilement perméables à une propagande bien organisée. Au surplus, dénoncer les causes est secondaire : le mal se développe, la C.G.T. risque de passer aux mains des adversaires déclarés du syndicalisme révolutionnaire. Disons-nous bien qu'alors il ne restera même plus de l'indépendance du syndicalisme des manifestations salutaires, et que notre C.G.T. deviendra entre les mains d'un parti un instrument du chantage à l'égard d'un gouvernement qui, de son côté, essaiera de la manœuvrer : la fête sera complète ! Contre cette subordination que nous avons toujours combattue, quels sont les remèdes que nous offrent les docteurs socialistes ? Certes, ils voient le péril. Oh ! ce n'est pas le syndicalisme qui les intéresse surtout, mais leurs intérêts de parti, leur clientèle qui se recrute dans les syndicats. Un tel champs de prospection tombant au pouvoir de la firme d'en face : jugez la catastrophe ! Aussi luttent-ils par le même moyen, opposant aux cellules communistes les amicales socialistes : tant pis si le syndicalisme crève de ces querelles de boutiques. Je me hâte de dire que tous les socialistes n'approuvent pas cette pratique insensée. J'ai sous les yeux le bulletin du Syndicat national des instituteurs du Rhône (5 janvier). Notre camarade Forest « *réprouve vigoureusement de tels procédés* ». Il est adhérent socialiste cependant : mais, dit-il : « *Je connais assez les partis politiques pour les mépriser* ». De tels propos sont réconfortants ; ils consolent de l'indifférence dédaigneuse qu'affichent maints militants politiques à l'égard du syndicalisme.

\*

Puisque la guerre est à l'ordre du jour, puisqu'elle est devenue une possibilité pour certains, une fatalité pour d'autres, il est utile d'examiner très brièvement la position du Front populaire et du syndicalisme devant l'éventualité d'une guerre entre nations. Je ne citerai pas de textes, je n'évoquerai pas des reniements célèbres et des volte-face attristantes : tout le monde sait que le communisme officiel est prêt à faire l'union sacrée, à la demande de l'U.R.S.S., contre l'Allemagne hitlérienne. Je sais bien qu'on exclut deux cent familles de cette union ; mais la lecture de *l'Humanité* ou de *l'Avant-Garde* enlève toute illusion : le Parti communiste veut une France unie et forte... et capable de se servir de sa force. Les déclarations de Blum ont été non moins catégoriques. On m'objectera qu'il ne pouvait faire autrement... Aussi je ne l'accuse pas, je constate sans le moindre étonnement... Quant au Parti socialiste, il s'efforce depuis quelques années d'éviter un débat sur la défense nationale, et ce n'est pas maintenant qu'il l'instituera ! Du côté politique, donc, nous sommes fixés : l'union sacrée se fera automatiquement. Que fait la C.G.T. ? Rien. Elle est une fois de plus « à la remorque ». Après avoir enterré la motion des Correcteurs, la C.G.T. officielle s'est cantonnée dans un conformisme de tout repos : défense de la S.D.N., défense de la sécurité collective, participation au trop fameux Rassemblement populaire pour la paix. Son secrétaire, Jouhaux, signe avec Cot, Paul-Boncour, Champetier de Ribes, Paul Reynaud, Cachin et le chanoine Desgranges, des adresses de fidélité à la S.D.N. (*Peuple*, 3 janvier) et se déclare résolu « à recourir, en cas de nécessité, à l'action militaire ». Là encore, union sacrée en cas de guerre.

Nous sommes quelques-uns qui n'accepteront jamais une telle éventualité : en aucun cas, pour quelque raison que ce soit, en vertu de quelque pacte que ce soit, nous ne consentirons à une union sacrée qui, sous prétexte de sauver « la liberté », commencera à supprimer la nôtre et nous soumettra à la dictature militaire et à l'état de siège. Face à la guerre, le syndicalisme se doit de lutter par tous les moyens légaux ou illégaux : lorsqu'il aura conquis le pouvoir, alors seulement nous aurons à débattre de la paix ou de la guerre, car nous aurons quelque chose à défendre. Une seconde faillite devant la guerre serait la mort du syndicalisme : et le plus tragique est que cette faillite est envisagée, que dis-je, proclamée sans soulever dans les syndicats une indignation générale. Ce conformisme scandaleux du syndicalisme officiel, mené par les jusqu'aboutistes d'hier et ceux de demain vers les charniers que l'on imagine, est bien pour les révolutionnaires le pire sujet d'inquiétude. Le redressement ne peut

venir que de la volonté des petites minorités éparses qui dénoncent par leurs faibles moyens la défaillance –soyons polis ! – des grands chefs. Minorités politiques, syndicales, oppositionnels communistes appartenant à toutes les hérésies, anarchistes, anarcho-syndicalistes qui peuvent, par leur entente loyale, rendre au syndicalisme son vrai visage. Je sais que ces minorités n'ont pas une idéologie commune, et je ne m'en étonne pas, car le monolithisme et l'art de penser en troupeaux ne sont pas de notre fait. Mais je crois possible, malgré une expérience décevante, une action commune sur le terrain syndical pour faire de la C.G.T. une force de résistance à la guerre et non l'instrument servile d'une future défense nationale.

Et si les syndicalistes sont à bon droit troublés de la carence de la C.G.T., en face d'une guerre possible, le problème espagnol ne fait qu'accroître leurs inquiétudes et leurs hésitations. Je ne parle pas de ceux pour qui la vérité vient d'en haut, qui pensent par ordre et qui font de l'obéissance passive la vertu cardinale. Je songe à tous ceux qui essaient de trouver le droit chemin à travers les contradictions et les renseignements disparates. La *R.P.* n'a jamais été un cénacle où on décerne des brevets d'orthodoxie. Aussi, loin de moi la pensée de poser au tacticien infaillible. Je voudrais simplement soumettre aux camarades quelques réflexions qui me sont suggérées par l'attitude présente de la C.G.T. Il est entendu que nous sommes solidaires des combattants espagnols en lutte contre le fascisme. Mais s'agit-il pour le syndicalisme d'une solidarité avec le gouvernement espagnol en fonctions ou avec la révolution espagnole en marche ? Il me semble inconcevable qu'on laisse se poursuivre une telle équivoque soigneusement entretenue en Espagne même par l'attitude bien connue des communistes, socialistes, esquerristes hostiles aux socialisations et à l'élargissement des conquêtes économiques ouvrières. La presse syndicale officielle (*le Peuple*) reste muette sur le côté « révolution sociale », sur les réalisations des syndicats ouvriers en Catalogne, sur la transformation sociale en Aragon. Quand la C.G.T. se prononce par son C.C.N., en une motion bien entortillée, pour la reconsidération de la non-intervention et pour des fournitures d'armes, je songe à deux choses : 1° il est d'une naïveté bien grande de penser que le gouvernement Blum, gouvernement évoluant dans le cadre bourgeois, sous le contrôle du Parti radical, gouvernement incapable de frapper efficacement les profiteurs du régime et de jeter bas les grands trusts, puisse se ranger aux côtés des révolutionnaires espagnols, expropriateurs et socialisateurs, et leur fournir les moyens de fonder une république syndicaliste ; 2° et si l'on pense que le gouvernement Blum peut aider un gouvernement espagnol en lutte contre les factieux, mais décidé de rentrer dans le bon vieux chemin de la démocratie bourgeoise, je demande contre qui risquent de servir les moyens de lutte fournis. Pour aller jusqu'au bout de ma pensée certains n'envisageraient-ils pas, avec complaisance, une aide apportée aux camarades Caballero ou Hernandez pour « régler leur compte » aux éternels empêcheurs de digérer en rond que sont les militants de la C.N.T. et de la F.A.I. ? Quand on songe aux difficultés suscitées contre les anarcho-syndicalistes, à la campagne incessante de calomnies menée contre eux, on est en droit de se demander si certaine fraction de la C.G.T. ne joue pas double jeu au bout duquel on liquiderait Franco, certes, mais aussi le mouvement libertaire.

Au lieu de se pendre aux basques de Blum et de dissenter sur la guerre évitée ou non en août, un syndicalisme indépendant eût agi par lui-même, manifesté sa solidarité avec la partie la plus avancée du prolétariat espagnol et compté d'abord sur lui-même pour la soutenir. Or cet effort personnel de tous les instants la C.G.T. ne l'a pas fait. Dans le domaine de l'aide financière, les résultats sont dérisoires si on songe aux fameux cinq millions d'adhérents. Et si vraiment la pression sur le gouvernement Blum apparaissait indispensable, croit-on que quelques meetings ou motions suffisent à la C.G.T. ? A-t-elle préparé ses syndiqués à des luttes plus décisives ? Non.

Dans ce problème espagnol, la C.G.T. n'a pas eu une position indépendante, n'a pas osé ou voulu agir « directement » : elle est restée, là aussi, empêtrée dans les contradictions du Front populaire.

L'évolution de la situation en Espagne, le conflit de jour en jour plus aigu qui dresse là-bas les partis politiques stalinisés contre le syndicalisme révolutionnaire, exigeront que la C.G.T. sorte de l'équivoque et choisisse. Nous n'accepterons jamais que, par souci d'une unité illusoire du front populaire, le syndicalisme français puisse un jour laisser s'instaurer en Espagne un régime totalitaire à la mode de l'U.R.S.S. sur les cadavres des combattants libertaires.

Le redressement du syndicalisme dont je viens de montrer l'impérieuse nécessité, ce souci d'indépendance vis-à-vis de l'Etat et des partis plus que jamais indispensable, ne sont-ils pas autre chose maintenant qu'une séduisante utopie ? Bien des camarades sympathiques au syndicalisme,

voyant dans le syndicat la cellule essentielle d'une société vraiment fraternelle, ont l'impression de poursuivre un rêve impossible... Je crois que ne sont pas encore écrasés l'Aragon et la Catalogne, dernières tranchées de la liberté. Et je crois surtout que, même si l'anarcho-syndicalisme espagnol devait périr sous les coups conjugués des mystiques totalitaires, il resterait des hommes là-bas et ici pour reprendre tenacement la besogne patiente du syndicalisme et préparer leur revanche sur les dictatures triomphantes.